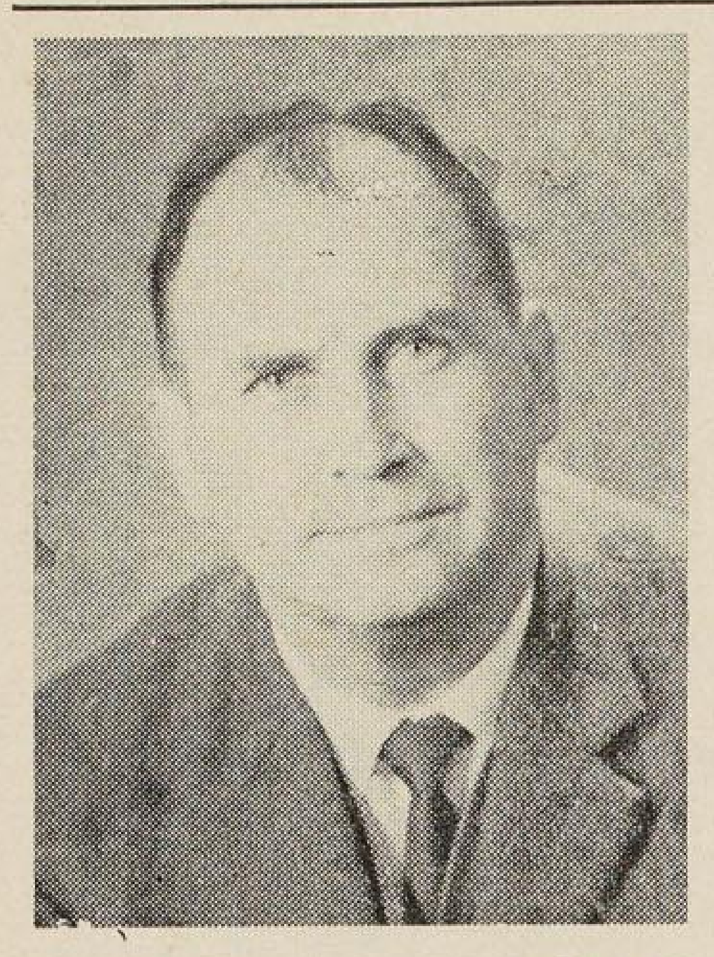
Elections Législatives du 5 Mars 1967 — 1re circonscription du Finistère - Quimper



PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

CANDIDAT

Alain LE DILOSQUER

Professeur au Lycée de Pont-l'Abbé
Croix de Guerre au titre de la Résistance
Conseiller Municipal de Pont-l'Abbé
Membre du Comité Politique National du P.S.U.

Remplaçante

Mme Eliane BERTHOMÉ

Résistante Quimpéroise, Déportée - Officier de la Légion d'Honneur

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Les élections législatives du 5 mars 1967 sont d'une importance capitale pour l'avenir de notre pays. Pour fixer votre choix, il appartient d'abord à chacun de vous de tirer les leçons du passé et d'apprécier le présent.

Le passé c'était la 4e République

vouée à l'instabilité par ses mauvaises structures, par des combinaisons immorales et informes excluant tout gouvernement cohérent de gauche;
incapable de comprendre les problèmes coloniaux et de les résoudre dans la justice et la paix;
capable seulement de mener le pays au bord de l'abime et de préparer ou même d'appeler en 1958 l'avènement de De Gaulle.

Le présent c'est depuis 1958 la 5e République

avec son régime de pouvoir personnel et de stabilité illusoire ouvrant la porte à la dictature;
avec son régime d'injustice sociale si avare pour les travailleurs cependant que grossissent les bénéfices capitalistes;
avec sa politique de prestige et de fausse grandeur qui engloutit notamment des milliards pour une force de frappe dérisoire et dangereuse;
avec sa politique de concentration industrielle qui ne sert que les intérêts capitalistes et voue à l'asphyxie notre région éloignée des grands centres.

LE P.S.U. REJETTE LE RETOUR A LA 4e RÉPUBLIQUE
LE P.S.U. S'OPPOSE DEPUIS 1958 A LA 5e RÉPUBLIQUE

Le P.S.U. ne se contente pas cependant de critiquer, de condamner l'U.N.R. et la 5e République. Il travaille à **PRÉPARER L'AVENIR.**

Notre camarade **P. MENDÈS-FRANCE**, éclatante exception dans la série des piètres politiciens de la 4e République, l'homme qui a fait la paix en Indochine, écrit le 16 février dans « Tribune Socialiste », l'hebdomadaire du P.S.U. : « Personne ne croit plus vraiment à la survie du régime actuel... La mise au point d'un véritable **programme commun à toutes les forces progressistes** doit être au centre de nos préoccupations... **Voter pour les candidats du P.S.U. c'est approuver cette exigence d'un contrat politique loyal reposant sur un programme solide, détaillé et cohérent** ».

Le P.S.U. propose un programme précis, réaliste et constructif

dont voici l'essentiel :

LA STABILITÉ DANS LA DÉMOCRATIE

avec un **gouvernement de législature** conciliant le plein exercice de la démocratie avec l'autorité et la stabilité du gouvernement.

LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE ET RÉGIONALE

— **Nationalisation sous contrôle démocratique** des grands moyens de domination économique et financière.
— **Assemblées économiques nationale et régionales** composées en majorité des représentants des travailleurs, disposant de pouvoirs réels et participant à l'élaboration du Plan (la commission actuelle ne comporte pratiquement pas de représentants du monde du travail).
— **Une réforme de la fiscalité** imposant davantage les grandes sociétés, soulageant les revenus modestes, accroissant les ressources des communes.
— **Extension des droits** des sections syndicales et des comités d'entreprise.

LE BERRE - QUIMPER

UNE RÉPARTITION ÉQUITABLE DU REVENU NATIONAL

— Relèvement prioritaire des bas salaires et retraites. — Suppression totale et rapide des abattements de zone.
— Retour progressif aux 40 heures sans diminution de salaire. — Retraite pour tous à 60 ans.

UNE POLITIQUE AUDACIEUSE DU LOGEMENT

— Création d'un Service National de l'Habitat pour la construction de 550.000 logements par an.
— Municipalisation des terrains à bâtir pour arrêter la spéculation foncière.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE ET LE PLEIN EMPLOI

— Une politique de l'Emploi dirigée par le ministère du Plan.
— Création d'une Banque Nationale d'Investissement fournissant les crédits pour tous les secteurs prioritaires (logements, santé, entreprises pilotes, etc). — Reclassement des travailleurs sous le contrôle des syndicats.

UNE ÉDUCATION NATIONALE DIGNE DE NOTRE PAYS

— Un service national public à gestion tripartite (parents d'élèves - enseignants - administration).
— Un budget à la mesure des besoins, permettant une vraie démocratisation de l'enseignement.

UNE POLITIQUE SOCIALE ET SANITAIRE MODERNE

— Egalité totale des femmes, dans la nation, dans la famille, dans la profession.
— Liberté de la conception - Extension du planning familial. — Triplement de l'effort hospitalier.
— Politique de la jeunesse s'appuyant sur les organisations de jeunes.

UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE, DE PAIX ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

— Liquidation du Pacte Atlantique en 1969 et désengagement économique vis à vis du capitalisme américain.
— Abandon de la force de frappe. — Signature immédiate des Accords de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires.
— Solidarité avec les peuples victimes d'une agression étrangère (aujourd'hui avec le peuple vietnamien).
— Construction d'une Europe élargie, démocratique, indépendante des U.S.A., en marche vers le socialisme.
— Effort concerté des pays développés pour résoudre le problème de la faim dans le monde.

Voilà les grands choix du P.S.U. : ils définissent clairement une orientation générale cohérente visant à construire

Une France démocratique et socialiste

Le P.S.U. affirme que seule une telle orientation d'ensemble permettra de promouvoir

Le développement économique de notre région

Dans le 4e Plan, il était écrit : « L'industrie de l'Ouest est l'une des grandes tâches que le Plan propose à l'ambition nationale ».

Depuis 1958 1 entreprise s'est implantée en Cornouaille.
1 soixantaine ont fermé leur porte.

Notre avenir n'intéresse pas le régime gaulliste et capitaliste.

Et pourtant le développement économique de notre région est possible

— **Par l'implantation d'industries viables**
  — Et notamment industries de transformation et de commercialisation des produits agricoles et maritimes. Une technique moderne de conservation (la lyophilisation) ouvre de nouvelles possibilités à la conserverie bretonne.
  — L'implantation de ces industries suppose dans un premier temps une importante assistance technique et financière de l'Etat.

— **Par la défense de la pêche et de l'agriculture**
  — Ecoulement normalisé des produits par une organisation de la distribution.
  — Encouragement à la gestion et commercialisation coopératives.
  — Aide pour l'équipement. — Contrôle des importations.

— **Par l'extension du tourisme** autre richesse naturelle du Sud-Finistère.

— **Par le développement de l'enseignement**
  — Enseignement technique surtout (qui refuse pour le moment 9 élèves sur 10).
  — Ouverture à Quimper d'une classe préparatoire à l'Agro, d'un Institut de Droit, d'une école d'infirmières. — Ecoles pour l'enfance inadaptée.

Avec **Pierre MENDÈS-FRANCE** et toutes les forces neuves de la gauche progressiste

Choisissez le P. S. U., parti de l'unité socialiste !

Votez Alain LE DILOSQUER